



## CONFLICT SCAN

# « Environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la Province du Bam »

---

*Région : Centre-Nord*

**Juillet 2022**

**Lawali GARBA**  
*Country Manager*  
**Search for Common Ground**  
Ouagadougou  
Tél. +226 07773630  
Email : [lsahirou@sfcg.org](mailto:lsahirou@sfcg.org)

**Eric Bertrand P. BANGRE**  
*Conflict analyst*  
**Search for Common Ground**  
Ouagadougou  
Tél : +226 07773632  
Email : [ebangre@sfcg.org](mailto:ebangre@sfcg.org)

## Tables des matières

|                                                                                                                                              |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Liste des acronymes</b>                                                                                                                   | <b>2</b>  |
| <b>Résumé exécutif</b>                                                                                                                       | <b>4</b>  |
| <b>Contexte</b>                                                                                                                              | <b>6</b>  |
| <b>2. Evolutions récentes</b>                                                                                                                | <b>7</b>  |
| <b>2.1. Evolution des dynamiques conflictuelles entre les communautés hôtes et les PDI</b>                                                   | <b>7</b>  |
| <b>2.3. Conséquences des conflits sur les communautés</b>                                                                                    | <b>9</b>  |
| <b>2.3.1. Influence des dynamiques de conflits sur les femmes et les jeunes</b>                                                              | <b>9</b>  |
| <b>2.3.2. Les freins à l'autonomisation des PDI</b>                                                                                          | <b>11</b> |
| <b>2.4. Analyse ne pas nuire et recommandations</b>                                                                                          | <b>12</b> |
| <b>2.4.1. Perception des acteurs</b>                                                                                                         | <b>12</b> |
| <b>2.4.2. Analyse des risques sur le projet et la cohésion sociale</b>                                                                       | <b>13</b> |
| <b>2.4.3. Recommandations et opportunités pour la cohésion sociale</b>                                                                       | <b>14</b> |
| <b>3- Conclusion</b>                                                                                                                         | <b>16</b> |
| <b>Annexe 1 : Récapitulatif des opportunités et initiatives de renforcement de la cohésion recensées auprès des communautés hôtes et PDI</b> | <b>17</b> |

## Liste des acronymes

|                   |                                                                               |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>CCFV</b>       | Commission de Conciliation Foncière Villageoise                               |
| <b>CH</b>         | Communauté Hôte                                                               |
| <b>CONASUR</b>    | Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation                    |
| <b>FGD</b>        | <i>Focus Group Discussion</i>                                                 |
| <b>GANE</b>       | <i>Groupe Armé Non Identifié</i>                                              |
| <b>ILT</b>        | Institutional Learning Team                                                   |
| <b>KII</b>        | <i>Key Informant Interviews</i>                                               |
| <b>OCHA</b>       | Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires       |
| <b>ONG</b>        | Organisation Non Gouvernementale                                              |
| <b>ONAPREGECC</b> | Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires |
| <b>OSC</b>        | Organisation de la Société Civile                                             |
| <b>PDI</b>        | Personnes Déplacées Internes                                                  |
| <b>SFCG</b>       | <i>Search For Common Ground</i>                                               |
| <b>VDP</b>        | Volontaires pour la Défense de la Patrie                                      |
| <b>WASH</b>       | Water, Sanitation and Hygiene                                                 |

## Résumé exécutif

Search met en œuvre en partenariat avec Plan International Burkina le projet « environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la province du Bam au Burkina Faso ». Un projet d'une durée de deux ans dont l'objectif global est **d'améliorer la protection et la résilience des populations déplacées internes et des communautés hôtes au Burkina Faso**

Ce présent Conflit Scan a pour objectif principal d'apprécier l'évolution des dynamiques de conflits, de comprendre si les interventions dans le cadre du projet peuvent involontairement augmenter les tensions dans les communautés et fournir des recommandations pour la programmation concernant l'intégration du principe de « Ne pas nuire » et de la sensibilité au conflit, en se basant sur les risques qui peuvent découler des dynamiques de conflits identifiés.

Il a été réalisé dans la région du Centre Nord, plus précisément dans la province du Bam (dans les communes de Kongoussi et de Bourzanga) et s'est basé sur une approche essentiellement qualitative à travers : **28 discussions de groupes (FGD)** de huit personnes, ciblant les communautés hôtes et les communautés des personnes déplacées internes (PDI), et **31 entretiens individuels**.

Les événements politiques du 24 Janvier 2002 ont détérioré davantage la situation déjà précaire des communautés. Un événement qui impacté sur la situation sécuritaire de la région, et ayant causé le déplacement massif de la population, acquérant le statut de "personnes déplacées internes".

L'arrivée des PDI semble être la cause principale de certains conflits communautaires qui se manifestent dans la zone. En effet, **la pression démographique induite par l'arrivée des PDI a amplifié les tensions autour des ressources, les tensions autour de l'accès à la terre, et les tensions autour des aides humanitaires**.

Des tensions internes aux PDI existent aussi **et sont liées à la perception distributions inégales des aides humanitaires et aux manipulations menées par certaines personnes déplacées internes (PDI) au regard de leur position au sein des communautés**.

Les communautés hôtes accusent les humanitaires de favoritisme envers les PDI, pour une communauté souffrant des mêmes chocs socio-économique et conflictuels.

Les populations enquêtées indexent l'insécurité promue par les GANE comme celle qui influe le plus le secteur de l'éducation et la protection, ayant induit la fermeture des structures sociales de base telles que les écoles et les services sociaux/santé.

**La majorité des PDI : les femmes, les jeunes et les enfants déplacés subissent les influences de ces conflits**, du fait de leur statut de personne déplacée. La situation de crise a davantage augmenté la vulnérabilité des femmes et des jeunes. **Une forte déscolarisation, les traumatismes résultant des conflits, amplifiés par un manque ou un accès limité aux services de soutien, affecte particulièrement la résilience des femmes, des filles et des enfants**. Les femmes affirment être victimes de discrimination pour profiter des opportunités sociales, économiques et les jeunes (hôtes et PDI) interviewés soulignent le manque d'opportunités économiques qui les rend davantage vulnérables (chômage) et les prédispose à la délinquance.

Les pressions culturelles fragilisent davantage l'autonomie des femmes, amplifiées par une situation sécuritaire aggravée depuis les derniers mois. L'insécurité et les incursions des GANE limitent la participation des plus vulnérables à bénéficier de certains programmes et opportunités de développement.

De nouvelles recommandations ont été formulées à l'issu de ce conflit scan :

- Former des jeunes (PDI et hôte) sur l'entrepreneuriat pour leur autonomie socio-économique ;

- Apporter un appui alimentaire conséquent aux populations vulnérables (PDI et hôte) de sorte à réduire les ressentiments sur les bases communautaristes ;
- Tenir compte de la norme genre dans l'exécution des activités afin de permettre à toutes les catégories sociales de bénéficier de leurs avantages;
- Multiplier les séances de sensibilisation sur les thématiques liées à la cohésion sociale dans l'objectif d'atteindre le changement voulu pour la construction et consolidation de la Paix ;
- Orienter les réponses humanitaires vers les besoins urgents des populations afin de permettre une meilleure satisfaction des PDI;
- Renforcer la sécurité dans les localités afin gage de construction et développement d'une économie locale durable ;
- Réaliser des activités WASH pour une amélioration sanitaire et réduction des maladies liées ;
- Apporter un appui en infrastructures et en ressources humaines pour un meilleur accès aux services sociaux de base (école, centre de santé) ;
- Faciliter l'obtention des actes administratifs par un plaidoyer auprès des autorités.

## 1. Contexte

Le Burkina Faso, depuis 2015, souffre d'une sécurité généralisée qui se traduit par la perturbation du tissu social. Aux griefs communautaires<sup>1</sup> s'ajoutent les attaques des groupes armés non-étatiques (GANE), lesquelles constituent une préoccupation majeure, à la fois pour les pouvoirs publics et pour les populations. Les conséquences sont importantes et menacent les conditions d'existence et d'épanouissement des populations. Cette insécurité généralisée a produit une crise humanitaire et comporte d'énormes défis de protection. Aussi, les attaques des GANE contre les populations civiles et les symboles de l'État ont entraîné des déplacements importants de populations vers des zones plus sécurisées. Toutefois, la rareté des ressources impactent sur les potentiels socio-économique des communautés d'accueil, et avec l'arrivée des personnes déplacées internes (PDI), la pression sur les ressources disponibles devient importante, créant ainsi des tensions communautaires entre les communautés hôtes et les PDI, dont les plus affectés sont les jeunes et les femmes.

### A propos du conflict scan

Search met en œuvre en partenariat avec Plan International Burkina Faso le projet « **environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la province du Bam au Burkina Faso** ». Un projet, d'une durée de deux ans, dont l'objectif global est **d'améliorer la protection et la résilience des populations déplacées internes et des communautés hôtes au Burkina Faso**.

Ce présent Conflict Scan a pour objectif principal d'apprécier l'évolution des dynamiques de conflits autour de la protection et la résilience des populations entre les déplacés internes et des communautés hôtes ; et d'évaluer les effets du projet qui ont contribué à renforcer la paix dans les zones cibles. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Analyser l'évolution des conflits dans les zones du projet durant le dernier semestre
- Comprendre si les interventions dans le cadre du projet peuvent involontairement augmenter les tensions dans les communautés et mettre les participants en danger selon le genre ou catégorie.

---

<sup>1</sup> Opposition entre les éleveurs, les agriculteurs, les exploitants et propriétaires de terres, entre populations hôtes et populations déplacées, conflits ethnique les conflits de chefferie traditionnelle, la crise de confiance entre populations locales et les FDS, VDP et groupes d'autodéfense, et autres crises conjoncturelles...

- Fournir des recommandations pour la programmation concernant l'intégration du principe de « Ne pas nuire » et de la sensibilité au conflit en se basant sur les risques qui peuvent découler des dynamiques de conflits identifiés

## Méthodologie

Ce scan a été réalisé dans la région du Centre Nord, plus précisément dans la province du Bam (dans les communes de Kongoussi et de Bourzanga) et s'est basé sur une approche essentiellement qualitative à travers : **28 discussions de groupes** (FGD) avec huit personnes par groupe, ciblant les communautés hôtes et les communautés des personnes déplacées internes (PDI), et **31 entretiens individuels** avec des personnes ressources comme les préfets, les forces de défense et de sécurité, les leaders religieux, les leaders coutumiers, les responsables des Femmes (Communauté Hôte), les responsables des associations des jeunes (Communauté Hôte), les présidents de site PDI, les responsables des femmes PDI, les responsables des jeunes, les directeurs d'école, les responsables d'OSC, les responsables des médias.

## 2. Evolutions récentes

### 2.1. Evolution des dynamiques conflictuelles entre les communautés hôtes et les PDI

La majorité des participants à cette étude ont affirmé de l'existence des conflits entre les communautés hôtes et les personnes déplacées, lesquels sont d'autant plus aggravés par la situation sécuritaire des régions depuis l'avènement du coup d'Etat de janvier 2022. Les conflits communautaires autour des ressources demeurent persistents comparé au dernier scan de Mars 2021<sup>2</sup>. Des problèmes de légitimité institutionnelle où les leaders et les autorités sont accusés d'être à l'origine des divisions communautaires vu leur faible impartialité et de neutralité dans la sélection des bénéficiaires des aides humanitaires entre les membres de la communauté.

**Les conflits autour des points d'eau, les conflits fonciers et les conflits liés aux aides humanitaires et de la gestion des PDI** demeurent donc les conflits les plus manifestes selon les personnes interviewées.

#### ❖ Les conflits autour des points d'eau et autres infrastructures communautaires

Les personnes déplacées attestent qu'elles ne disposent pas de ressources en eau, sur lesquelles elles peuvent s'appuyer pour leurs besoins domestiques. Les conflits autour des points d'eau demeurent encore un facteur très important de déstabilisation de la cohésion sociale. En effet, les conflits autour de l'eau sont attribués à des problèmes de disponibilité ou à l'inégale distribution de la ressource.

La crise sécuritaire a provoqué des conséquences humanitaires dues à l'afflux massif de personnes déplacées internes (PDI) qui crée une pression accrue sur les points d'eau existants créant ainsi des tensions. La pression démographique dans cette région du Centre-Nord et les conditions climatiques peu favorables qui s'imposent au pays rendent plus complexe l'accès et la gestion des points d'eau par les communautés.

---

<sup>2</sup> Le conflit scan précédent conflit scan avait relevé sept (07) types de conflits et tensions recueillis auprès des répondants déplacés internes et des communautés hôtes. Il s'agit de conflits autour des points d'eau, des conflits fonciers, des tensions liées aux distributions des vivres par les organisations humanitaires, des conflits interethniques et religieux, des conflits entre agriculteurs et éleveurs, des tensions liées à la délinquance et au vol à mains armées, des tensions liées aux différentes rivalités masculines. Or ce conflit scan ne présente que trois (03) qui sont les conflits autour des points d'eau, les conflits fonciers et les conflits liés à la gestion des PDI et de la distribution des vivres.

La distribution d'eau et les services d'assainissement dans les sites où sont accueillis les PDI peuvent s'avérer inadéquats ou inexistantes selon certaines personnes clefs de la communauté. En conséquence, selon certains membres de la communauté, la non disponibilité des ressources rend moins résilients les personnes vulnérables (les enfants et les personnes âgées) aux risques de maladies liées à l'eau et les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement

*« On remarque souvent des conflits autour des points d'eau entre les femmes PDI et les femmes hôtes. Car les points d'eau sont en nombre insuffisant, aussi il y a des problèmes fonciers...et le comportement irresponsable de certaines PDI à l'égard des hôtes »<sup>3</sup>*

Outre les points d'eau, il existe aussi des griefs autour des infrastructures communautaires comme les moulins à grains. Des tensions opposant les femmes des communautés PDI et celles de communautés hôtes concernant l'accès et l'ordre d'utilisation des moulins.

#### ❖ Les conflits fonciers

La compétition croissante pour l'accès à la terre entraîne la multiplication des conflits et la spéculation sur le principal facteur de production et support de l'existence humaine que constitue la terre. Qu'il s'agisse des conflits entre agriculteurs et éleveurs ou entre PDI et hôtes, les conflits fonciers confrontent aussi bien des individus que des familles.

L'accès à la terre devient un facteur déterminant pour la cohabitation entre les communautés, raison pour laquelle la prolifération des conflits fonciers marque l'importance de l'acquisition de la ressource foncière. Les conflits entre agriculteurs résultent généralement du non-respect des modalités d'accès aux ressources, des litiges sur la propriété des champs, des transactions foncières; des problèmes de limites des champs, d'héritage ou de gestion des biens fonciers.

Les causes demeurent liées à la poussée démographique due à l'arrivée de nombreuses PDI, créant une pression sur les terres disponibles. Ce type de conflit découle de la faible délimitation des parcelles de terrain dans la communauté et l'incompréhension des textes et lois sur l'appropriation de la terre.

Il est utile de noter que certains conflits entre agriculteurs et éleveurs revêtent parfois une dimension ethnique, opposant généralement des éleveurs Peulhs qui sont majoritairement partis du groupe des PDI, avec la communauté hôte "agriculteur".

#### ❖ Les conflits liés aux aides humanitaires et la gouvernance interne entre les PDI

Les membres de la communauté dépendent en grande partie des acteurs humanitaires pour bénéficier de l'aide nécessaire pour la survie des membres de chaque communauté. Les tensions autour de ces aides persistent et les causes tournent autour de la perception d'inégalité des partages bénéficiant les PDI au détriment des hôtes, de la non satisfaction des PDI auprès des services des structures humanitaires, les problèmes de leadership au sein des communautés PDI et les difficultés de ciblage des bénéficiaires. Cela a conduit à des situations dans lesquelles les PDI et les communautés hôtes se seraient discriminées et discréditées entre elles. Or, les principes de l'égalité qui régissent les interventions doivent être prises en considération.

*"Entre les PDI, vu que leur nombre est élevé, il y a un véritable problème pour l'accès à l'eau... donc pour les bénéficiaires qui ne veulent pas observer souvent le temps d'attente cela crée des conflits entre eux. Aussi pour les distributions il y a certains qui bénéficient d'appui et d'aides de façon répétitive et pendant ce temps, il y a d'autres qui n'en gagnent pas."<sup>4</sup>*

Autrement dit, les tensions qui prévalent au sein des communautés PDI sont liées aux distributions inégalitaires des aides humanitaires et aux pressions menées par certains PDI au regard de leur position au sein des communautés. Les PDI dénoncent l'attitude de leur répondant officiel, qui selon

<sup>3</sup> Extrait d'entretien avec la responsable des femmes communauté hôte/Kongoussi 00/2022

<sup>4</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Hommes Kora/ kongoussi réalisé en mai 2022

elles abusent de leur pouvoir décisionnel pour écarter certains bénéficiaires pour des raisons impertinentes. Ce qui leur fait dire que les affinités sont essentiellement requises pour espérer acquérir l'aide humanitaire.

*“Les PDI ne se respectent pas entre eux et s’il y a recensement beaucoup ne gagnent pas”<sup>5</sup>*

Les communautés hôtes, quant à elles, estiment qu’elles sont exclues de ces aides humanitaires, alors qu’elles sont elles-mêmes vulnérables et ayant porté secours aux PDI avec leurs ressources jugées insuffisantes. Elles réclament à leur tour des dons, car disent-elles ‘les PDI ont accès à un niveau de vie meilleur à la leur, et cela à cause d’une soi-disant injustice sociale et préférence et primauté réservées aux PDI’. Les organismes humanitaires sont ainsi indexés comme étant à l’origine de cette fissure des liens entre les 2 communautés.

Les types de tensions citées plus haut se manifestent à travers des bagarres, des insultes, des injures, des bousculades dûes au temps d'attente trop long lors de la distribution des aides ou l'accès aux infrastructures afférentes.

*« Avec le nombre élevé de la population comparativement aux points d'eau existant, on remarque des disputes autour des points d'eau car il y a certaines personnes qui viennent avec beaucoup de bidons pendant que d'autres ont un (1) bidon donc vouloir remplir tant de bidons... l'autre, celle avec le seul bidon à la peine de supporter »<sup>6</sup>*

Ces conflits, selon les enquêtés au statut “PDI”, ont pour conséquences le développement de la distanciation, le clivage entre les communautés, l’accentuation de l’insécurité, en somme la fragilisation du vivre ensemble entre les deux communautés.

Si certains répondants à cette étude relaient une situation d’accalmie de certains conflits, grâce aux actions humanitaires menées par les différentes structures qu’elles soient étatiques ou non, d’autres affirment que cette accalmie ne signifierait pas pour autant la fin des conflits entre ces communautés. Pour certains enquêtés (communauté hôte comme communauté PDI) que nous avons rencontrés, même si les conflits n’apparaissent plus de façon ouverte, il existe des mésententes, des rancœurs et des poches de tensions latentes. Par exemple, pour d’autres enquêtés, essentiellement les PDI, cet apaisement des conflits est lié au repli des communautés sur elles-mêmes car les violences occasionnées par la crise sécuritaire ont conduit au retranchement des populations qui démontre un sentiment individuel ou collectif exclusif d’appartenance et de rejet de l’autre.

*« Avant c’étaient des conflits autour des points d’eau mais comme beaucoup ont creusé des puits au bord du marigot et... la distribution d’eau par les deux citernes d’une ONG cela a contribué à diminuer des tensions surtout entre les femmes, actuellement ça va »<sup>7</sup>*

Les PDI se sont résolues à vivre de façon « autarcique » comptant sur le soutien des organismes humanitaires selon certains répondants de la communauté hôte. Bien au-delà de cette stratégie de réserve et d’évitement, la stigmatisation des PDI par les communautés hôtes développe un sentiment de rejet et de moquerie à leur endroit. Les « *zouétba* »<sup>8</sup> sont les sujets de railleries.

*« La stigmatisation par l'utilisation du terme "zouétba qui est un terme péjoratif qui fait que quand on te colle cette étiquette là c'est comme si tu es la source des malheurs. Ils n'ont pas de terre et il leur faut ça pour habiter; souvent on a des violences verbales, des violences morales.”<sup>9</sup>*

---

<sup>5</sup> Extrait de focus group avec la communauté des PDI Jeunes Filles Boulounga/Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>6</sup> Extrait d’entretien avec le représentant de la radio Neerwaya /Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>7</sup> Extrait d’entretien avec le représentant du préfet Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>8</sup> En langue locale mooré qui signifie les fuyards dans le sens de trouillard, peureux....

<sup>9</sup> Extrait d’entretien avec un leader religieux réalisé en mai 2022

## 2.3. Conséquences des conflits sur les communautés

### 2.3.1. Influence des dynamiques de conflits sur les femmes et les jeunes

Les femmes, les jeunes et les enfants constituent la majorité des populations des PDI, et représentent également les cibles les plus vulnérables. Ils sont principalement influencés par les dynamiques conflictuelles du fait de leur statut de PDI pour avoir quitté des zones dangereuses vers d'autres où ils sont considérés comme étrangers. Les PDI présentent des vulnérabilités qui sont le résultat direct de leur déplacement. Les jeunes et les femmes peuvent être exposés à des situations différentes lors des conflits pouvant leur causer des traumatismes psychologiques.

*« Beaucoup de femmes ont perdu leurs maris, elles ne savent pas comment faire pour soutenir les enfants, les jeunes ont perdu leurs emplois, beaucoup de sites fonctionnent plus, les parents donnent des filles en mariage pour avoir quelques choses pour se nourrir. Les enfants PDI sont exploités dans les marchés. »<sup>10</sup>*

Ces propos, issus de *focus group*, révèlent la situation dans laquelle se retrouvent des PDI. Entre deuil et tentative de réinsertion socio-économique, les femmes et les jeunes tentent de surpasser les difficultés de sorte à pouvoir retrouver de meilleures conditions de vie. Le caractère inattendu et précipité des départs prédétermine les difficultés auxquelles sont confrontés les PDI, du fait que plusieurs d'entre eux ne possèdent plus des documents administratifs et laissant derrière eux des investissements socio-économiques.

La situation de crise a davantage augmenté la vulnérabilité<sup>11</sup> des femmes et des jeunes, qui elle-même est construite autour de l'organisation patrilinéaire<sup>12</sup> de la société, qui justifie les obstacles économiques et socioculturels qui se dressent contre eux. Selon certains répondants, les femmes ont une mobilité restreinte sous peine d'être exposées à des risques de violence, par exemple elles ne peuvent plus ramener le bois de chauffe depuis les champs à cause de l'insécurité.

Les femmes souffrent de la perte de leurs époux et de leurs enfants. Elles sont livrées à elles-mêmes lorsque les familles alliées se trouvent dans l'incapacité de venir à leur secours. Cette précarité les mène souvent à des activités peu recommandables au vu des mœurs sociales.

*"Les femmes et les enfants sont la frange fragile de la population; Aussi dans certains cas, ce sont les femmes qui travaillent pour subvenir aux besoins de la famille. Et comme ils ont quitté leur village d'origine et n'ont plus d'activités, elles peuvent se donner à des activités qui ne les honore pas du tout donc la pauvreté est à la base de tout cela"<sup>13</sup>*

Selon certaines personnes interviewées, exerçant dans les domaines de l'éducation et de la gestion administrative publique, les femmes sont victimes de discrimination lorsqu'il s'agit pour elle de profiter des opportunités sociales, économiques qui se présentent : les jeunes filles particulièrement sont contraintes à l'abandon d'école et sont forcées au mariage précoce à cause des difficultés économiques que vivent les parents pour assurer les frais de scolarité.

*« les PDI font face aux problème d'accès à l'école par manque de papier PDI<sup>14</sup> »*

<sup>10</sup> Extrait de focus group avec la communauté hôte Jeune Hommes secteur 1/Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>11</sup> La femme demeure confrontée à certaines représentations sociales qui limitent son plein épanouissement et sa pleine participation ; quant aux cadets (les jeunes) qui subissent le poids de l'autorité des aînés

<sup>12</sup> La patrilinéarité désigne l'organisation des relations familiales dans les sociétés par les lignes de descendance des ancêtres masculins d'une personne. Le terme dérive des mots latins pater (« père ») et linea (« fil »). Une patrilinéaire est constituée des générations de descendants masculins.

<sup>13</sup> Extrait d'entretien avec un leader religieux secteur 1/Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>14</sup> Extrait focus group PDI femmes Darigma : kongoussi réalisé en mai 2022

Aussi, puissent-elles avancer que l'indisponibilité des frais de scolarité, associée à l'absence de pièces administratives et à l'insuffisance de l'offre de scolarisation occasionnent la désertion des écoles des enfants « au statut PDI » qui rejoignent les rues (mendicité, travail des enfants).

*“Le problème d'actes de naissance et même pour les bulletins scolaires afin de fournir comme preuve de confirmer l'âge et le niveau scolaire de l'enfant car avec la fuite les documents sont resté dans les localité d'origine”<sup>15</sup>*

*“On ne peut plus parler de l'éducation car les écoles sont fermées et nos enfants sont dans la nature”<sup>16</sup>*

Les jeunes des communautés hôtes et PDI soulignent le manque d'opportunités économiques qui les rend davantage vulnérables (chômage) et les prédispose à la délinquance.

*« Depuis février les enfants sont à la maison, les écoles sont fermées pas d'enseignants, pas d'actions sociales à Bourzanga ils ont fui la localité. »<sup>17</sup>*

*« Les enfants ne fréquentent plus l'école et sont livrés à eux ...les enfants ont difficultés parce qu'ils ne vont pas à l'école, ils sont sur les sites d'orpaillages ..... »<sup>18</sup>*

L'inaccès à l'éducation<sup>19</sup> pendant et après le déplacement se révèle particulièrement redoutable pour les femmes et les filles. Les filles sont exposées à des risques de sécurité accrus par rapport aux garçons. Cela à cause des pesanteurs socioculturelles et de la fragilité des femmes dans un tel contexte sécuritaire.

Les populations enquêtées indexent l'insécurité promue par les GANE comme celle qui influe le plus le secteur de l'éducation et la protection. Les structures sociales de base telles que les écoles sont fermées. Les enseignants ont abandonné leurs postes de fonction et les enfants sont laissés à eux-mêmes.

Le mouvement de fuite des PDI vers les zones de sécurité s'accompagne fréquemment de violation des droits de l'homme de ceux-ci, se retrouvant ainsi dans l'inaccessibilité : à la terre, au moyen de subsistance, à un abri sûr, de même la perte des documents personnels, de membres de la famille et du réseau social.

De ce fait, les PDI deviennent dépendantes des autres pour des besoins aussi élémentaires que le logement, l'eau et la nourriture. Dans le même temps, leur vulnérabilité peut être accentuée par des obstacles limitant leur accès aux soins médicaux, à l'éducation, à l'emploi et limitant leur participation aux activités économiques, politiques et électorales dans leur lieu de déplacement.

### 2.3.2. Les freins à l'autonomisation des PDI

Avant, selon une autorité administrative des localités concernées par l'étude, une forte mobilisation des populations d'accueil, des structures étatiques et privées a été observée ; consistant à répondre aux

<sup>15</sup> Extrait d'entretien avec un responsable de la sécurité secteur 1/Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>16</sup> Extrait d'entretien avec un leader religieux Alga /Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>17</sup> Extrait de focus group avec la communauté hôtes\_Femmes Boulounga /Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>18</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI\_Jeunes Filles Alga/ Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>19</sup> Que ce soient le nombre de PDI, d'élèves ayant quitté le système scolaire, les personnes affectées par la suspension des offres des services de santé. Dans le Centre-Nord, ce sont :

559 établissements scolaires fermés soit 13,12%, affectant 85 456 élèves dont 40 604 filles (47,51%), ainsi que 2 082 enseignants dont 700 femmes (33,62%) ; Sur le plan sanitaire, la persistance des violences armées ciblant des malades, agents de santé, ambulances et des structures médicales ont contraint les populations ...les attaques terroristes ont provoqué un dysfonctionnement du système sanitaire, entraînant la fermeture de certains centres de santé. Cela a affecté l'offre de soins, surtout dans les zones à sécurité précaire ou abritant les déplacés internes. Cette situation a limité l'accès des populations aux services de santé, dans les localités restées enclavées et en proie aux forces terroristes.

besoins d'urgence des populations déplacées. Cependant, *« l'insuffisance des appuis à cause du nombre élevé des PDI <sup>20</sup> », la non maîtrise de la temporalité du phénomène des déplacements forcés et l'insécurité ont affecté « les services de l'action sociale, un pilier fort de la protection de l'enfant qui a cessé de fonctionner vu l'avancée de l'ennemi dans la zone <sup>21</sup> »* selon un interviewé.

En plus de cette situation conjoncturelle, les PDI affirment faire face à des difficultés qui se situent à deux niveaux essentiellement pour accéder aux appuis, ressources, infrastructures (liés à l'éducation et protection). En premier lieu, selon les répondants PDI, ils font face à des obstacles comme : l'ignorance des opportunités socio-économiques existantes, et la peur d'approcher les services publics et privés. *« Souvent c'est l'ignorance ou bien la peur <sup>22</sup> »*. Il y a *« un manque d'organisation »* renchérit une personne déplacée. Cet avis est partagé par d'autres participants du focus group qui manifestent le regret de ne pas être organisés entre PDI de sorte à mieux recevoir les aides et les appuis conséquents. Aussi, ils avancent la perte des documents administratifs, qui constitue un blocage pour l'acquisition des subventions. Toutefois, leur ignorance des opportunités pourrait être due à un déficit d'information et de communication des structures humanitaires. Au second niveau, les obstacles, selon les PDI rencontrées, proviennent des structures humanitaires. A ce propos, ils évoquent *« l'insuffisance et un retard (ou oubli) des promesses de certaines ONG » <sup>23</sup>*.

## 2.4. Analyse ne pas nuire et recommandations

### 2.4.1. Perception des acteurs

Les populations rencontrées au cours de ce conflict scan apprécient positivement les activités mises en œuvre dans le cadre du programme. Elles trouvent une grande satisfaction à travers les activités tels le renforcement de la capacité des membres de l'ONAPREGECC, les théâtres participatifs, les émissions radiophoniques, les dialogues, les sensibilisations pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale, la formation de l'Approche Common Ground,

Cette satisfaction s'exprime **en terme de pertinence** du programme *« bonne initiative car ça permet de comprendre le bien fondé du vivre ensemble » <sup>24</sup>, « vraiment le projet est très intéressant » <sup>25</sup>, « ce projet est important » <sup>26</sup> ; en terme d'efficacité « Vraiment une ONG qui se donne les moyens pour promouvoir la cohésion sociale » <sup>27</sup>, « Le projet avec ses objectifs fait de merveilles dans la cohésion sociale » <sup>28</sup> ; en terme d'effet « Le projet qu'on est en train de mettre en œuvre est d'une grande importance car elle renforce la cohésion sociale » <sup>29</sup>, « beaucoup ont abandonné leurs mauvaises habitudes » <sup>30</sup> ; et en terme d'approche stratégique « Vraiment ça nous aide beaucoup, car on se retrouve pendant vos activités » <sup>31</sup> ; « nous sommes très contentes avec ces activités » <sup>32</sup>, « tout le monde s'est senti concerné » <sup>33</sup>.*

Le programme, selon la population, est vecteur de cohésion sociale car il contribue à *« renforcer la solidarité au sein de la communauté et la coexistence pacifique, à la protection et l'éducation des*

<sup>20</sup> Extrait de Focus group communautés PDI homme Nakindougou /Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>21</sup> Extrait d'entretien autorité administrative Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>22</sup> Extrait de Focus group communautés PDI secteur 1 kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>23</sup> Extrait de Focus group communautés hôtes homme Nakindougou /Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>24</sup> Extrait de focus group avec la communauté hôtes Femmes secteur 1/kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>25</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Femmes Nakindougou /Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>26</sup> Extrait d'entretien avec leader religieux Alga/Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>27</sup> Extrait de focus group avec la communauté Communautés hôtes Hommes Kora kongoussi 04/2022

<sup>28</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Femmes secteur 1/kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>29</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Jeunes Hommes secteur 1/kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>30</sup> Extrait de focus group avec la communauté hôtes Jeunes Hommes Darigma /kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>31</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Hommes kora /kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>32</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Femmes Darigma /kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>33</sup> Entretien d'entretien avec le responsable de la radio notre dame de l'espérance /kongoussi réalisé en mai 2022

*enfants* »<sup>34</sup>. En effet, des dires des enquêtés, les activités menées ont eu des influences positives sur les conflits, raison pour laquelle une accalmie est observée au niveau des communautés. Ainsi les populations ont enrichi leurs connaissances sur le *peacebuilding* et autres aspects connexes qui amorcent un changement au sein des communautés. Les activités réalisées ont opéré une prise de conscience des populations de la nécessité du vivre ensemble.

*« Les activités du projet nous donne des enseignements sur le vivre ensemble.... »<sup>35</sup>*

*« Vraiment, les tribunes d'expressions et les théâtres ont permis un changement positif car les gens ont pris conscience, ils ont des connaissances sur plusieurs thèmes »<sup>36</sup>*

La majorité des populations estiment que ces conflits n'ont pas de risques sur la mise en œuvre des activités du projet, et n'ont pas exposé les enfants, les femmes et les jeunes filles ou autres acteurs à des risques spécifiques au cours de ces six (6) derniers mois. Toutefois certains propos recensés reconnaissent que ces conflits peuvent limiter les résultats attendus du programme. Les conflits liés aux aides humanitaires sont les plus ressentis pouvant affecter la participation de certains acteurs du programme. La légitimité des acteurs institutionnels, collaborateurs des ONG, est perçue négativement parfois, et les bénéficiaires pensent qu'ils ne jouent pas correctement leur rôle dans la localité, comme entité neutre au service de la communauté. Dans les contextes de violence et de fragilité, il faut faire particulièrement attention aux sentiments d'injustice individuels

## 2.4.2. Analyse des risques sur le projet et la cohésion sociale

### ● Résilience des femmes et des enfants

Si pour la plupart des populations qui ont participé à la collecte des données, il n'existe pas d'influence des risques encourus sur la participation de certains acteurs dans le programme, quelques-uns se soucient de l'insécurité qui sévit dans la région. Elle pourrait restreindre la participation des bénéficiaires aux activités.

*« Avec l'insécurité grandissante, il y a des lieux où quelqu'un n'ose plus y mettre les pieds pour donner des cours, aussi les intervenants ne peuvent pas investir dans ces domaine avec la peur d'être victime d'attaque. Et même les bénéficiaires même de cette aide n'ont pas le cœur tranquille pour y retourner. »<sup>37</sup>*

Les femmes et les enfants sont les plus exposés. La participation des femmes, déjà faible, révèle une défaillance, qui est davantage aggravée du fait que *« les femmes n'ont pas la chance d'être écoutées comme les hommes »<sup>38</sup>*. Les enfants n'ont recours à aucune protection et sont laissés dans une certaine vulnérabilité, raison pour laquelle beaucoup d'enfants sont vus arpenter les rues dans la mendicité.

La majorité des répondants ne perçoivent pas les facteurs d'escalade ou d'apaisement de ces risques. Cependant certains enquêtés ont énuméré comme facteur d'apaisement le respect que témoignent les populations l'une envers l'autre, l'intervention des ONG et des associations visant la cohésion sociale comme ce projet qui promeut la paix. On y retrouve aussi quelques facteurs d'escalade comme le manque de pardon et la marginalisation qui de plus en plus se propage.

Les activités sujettes à risques sont celles qui appellent à des assemblées de personnes et surtout si elles ont lieu dans d'autres localités qui nécessitent évidemment des déplacements. Les enquêtés estiment que les routes ne sont pas sécurisées et les usagers et les bénéficiaires y sont tous des cibles

<sup>34</sup> Extrait focus group avec la communauté PDI\_Jeunes Hommes/Darigma/Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>35</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI\_Femmes secteur 1/kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>36</sup> Extrait d'entretien avec le représentant du préfet/Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>37</sup> Extrait d'entretien avec le commissaire /kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>38</sup> Extrait d'entretien avec le Représentant des jeunes Dariga/Kongoussi réalisé en mai 2022

potentielles des attaques. Cette inquiétude est accrue au sein des communautés PDI comme hôtes dans la mesure où elles estiment que des personnes appartenant à des GANI peuvent infiltrer les foules lors des activités.

*« Si tu dois aller dans une localité où tu as peur pour une activité, ça sera difficile d'avoir un cœur paisible pour l'activité »<sup>39</sup> « Vu que l'ennemi commun profite des rassemblements le plus souvent du coup les populations ont des psychoses quand y a des regroupements »<sup>40</sup>*

Les enquêtés conseillent la prudence, la discrétion aux différents acteurs, mais ils souhaitent aussi qu'un plaidoyer pour le renforcement de la sécurité sur les routes se fasse auprès des autorités administratives et des FDS.

### ● Risques sur la cohésion sociale

Les conflits cités dans ce rapport créent des antagonismes entre les communautés de personnes déplacées et les populations hôtes de sorte à générer des formes d'exclusion, de marginalisation, qui selon un responsable religieux se définit comme *“ le refus de l'autre ”*.<sup>41</sup>

L'indexation des PDI comme des *« zouétba »* marque le clivage entre les communautés hôtes et les communautés PDI. Cette perception développée à l'endroit des PDI est la résultante des enjeux de d'appropriation des ressources naturelles (accès au foncier et l'eau potable), des ressources de survie (distribution humanitaire), de l'accès à des conditions de vie décentes (abris sûrs et solides, bonne alimentation). Ces enjeux disqualifiants fragilisent la cohésion sociale car ils mettent en opposition les communautés hôtes et les communautés PDI. Des volontés d'installation des PDI sont parfois freinées par les attitudes de certains membres des communautés hôtes.

*« Nous sommes PDI et nous n'avons pas de terre et on est sur la propriété foncière des hôtes. Et une fois un propriétaire est venu dire à des PDI de libérer une partie de son terrain, ...nous avons des problèmes d'accès aux ressources en eau, d'accès aux aides humanitaires<sup>42</sup>. »*

A cela s'ajoutent le sentiment d'insécurité et de crainte lié *« aux arrivées massives des nouveaux déplacés créant encore des tensions autour des points d'eau<sup>43</sup> »*, et d'autres difficultés comme *« le manque des dortoirs, le manque de vivre, problème d'argent pour scolarité, problème de place<sup>44</sup> »*. Leur dépendance aux services sociaux et humanitaires révèle leur fragilité dans ce contexte d'insécurité généralisée qui selon l'avis d'un leader religieux interviewé est vécue comme une *« stigmatisation »*. *Donc une pression morale sur les PDI<sup>45</sup> »*.

Toutefois, faut-il noter que la difficulté d'accès à l'école du fait *« du manque de documents administratifs<sup>46</sup> »* prive des enfants déplacés en âge de scolarisation d'intégrer des cadres d'enseignement. Ce qui les expose au phénomène de rue et d'exploitation des enfants.

Ces aspects présentés sont révélateurs d'un déficit d'intégration socioéconomique des PDI dans les localités d'accueil qui fragilise la cohésion sociale.

<sup>39</sup> Extrait d'entretien avec le Responsable de la radio notre dame de l'espérance réalisé en mai 2022

<sup>40</sup> Extrait d'entretien avec le commissaire/Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>41</sup> Extrait d'entretien avec un leader religieux secteur 1 Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>42</sup> Extrait d'entretien responsable PDI secteur 1 Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>43</sup> Extrait d'entretien responsable Bourzanga OSC secteur 1 Bourzanga réalisé en mai 2022

<sup>44</sup> Extrait de focus group avec la communauté hôtes jeunes filles Kora /kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>45</sup> Extrait d'entretien responsable leader religieux Kongoussi réalisé en mai 2022

<sup>46</sup> Extrait de focus group avec la communauté PDI Darigma / kongoussi réalisé en mai 2022

### 2.4.3. Recommandations et opportunités pour la cohésion sociale

Des opportunités et initiatives, en mesure de renforcer la cohésion sociale au sein des communautés et entre les différentes communautés partageant le même espace, ont été relayées par les répondants. Certaines instances déjà installés tels que l'ONAPREGECC, le CONASUR, le CVD, CCFV dans les différentes localités sont positivement appréciées du fait des résultats engrangés en matière de gestion des conflits communautaires. Les atouts de ces mécanismes proviennent de leur finalité et de leur capacité d'implication des parties prenantes dans la réalisation des activités. En effet, les populations rencontrées à Bourzanga et à Kongoussi avancent que ces mécanismes endogènes aident la population des localités à vivre dans l'harmonie, renforce le lien de vivre ensemble. Ces mécanismes promeuvent la cohésion sociale et la réconciliation. Du fait qu'ils soient inclusifs et comportent en leur sein des personnalités considérées dans la communauté, ces mécanismes ont adopté l'approche « *do no harm* » et la sensibilité aux conflits

- Les enjeux de rétablissement de la cohésion sociale résident à entreprendre des plaidoyers auprès des structures humanitaires pour une meilleure répartition des aides entre les bénéficiaires, mais aussi à développer des activités de sensibilisation afin d'éliminer les barrières entre les communautés. De l'avis des personnes enquêtées, les sensibilisations développent des aptitudes de solidarité qui est un outil fédérateur qui permettrait d'améliorer les relations et les échanges humains entre individus appartenant à des groupes différents, et les résultats sont déjà perceptibles au regard de la régression des conflits qui ont prévalu dans les localités. L'application des recommandations émises dans le précédent conflict scan, de ce fait, a permis d'atteindre un apaisement des tensions communautaires.
- La diffusion des émissions radiophoniques sur la paix, les sensibilisations, les renforcements de capacités, la tenue des théâtres, le renforcement des capacités, les sessions de dialogues, les théâtres participatifs ont suscité chez les populations de nouvelles attitudes et aptitudes qui ont conduit à cette recomposition du tissu social.

Au gré des anciennes recommandations adressées au projet<sup>47</sup>, de nouvelles ont été formulées par les populations enquêtées. Il s'agit de :

- Former des jeunes (PDI et hôte) sur l'entrepreneuriat pour leur autonomie socio-économique ;
- Apporter un appui alimentaire conséquent aux populations vulnérables (PDI et hôte) de sorte à réduire les ressentiments sur les bases communautaristes ;
- Tenir compte de la norme genre dans l'exécution des activités afin de permettre à toutes les catégories sociales de bénéficier leurs avantages;
- Multiplier les séances de sensibilisation sur les thématiques liées à la cohésion sociale dans l'objectif d'atteindre le changement voulu pour la construction et consolidation de la Paix ;
- Orienter les réponses humanitaires vers les besoins urgents des populations afin de permettre une meilleure satisfaction des PDI;

---

<sup>47</sup> Utiliser les canaux de communication disponible au niveau locale pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale; Impliquer toutes les couches sociales sans discrimination dans la mise en oeuvre des activités; Tenir compte des valeurs socioculturelles de chaque localité dans la mise en oeuvre des activités; Organiser des cadres de concertation entre les autorités et les populations pour promouvoir la protection de l'enfance) et aux autorités administratives et locales (Organiser des cadres d'échange, des campagnes de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale au profit de la population pour la restauration d'un environnement propice à l'épanouissement des enfants; Mettre l'accent sur la protection des enfants; Éviter les discriminations entre communautés hôtes et PDI dans toute intervention publique; Redynamiser les structures locales de gestion des conflits; Former les FDS et les VDP en matière de protection des enfants; Mettre en place et/ou redynamiser les CCFV; Renforcer les capacités des tribunaux départementaux),

- Renforcer la sécurité dans les localités afin gage de construction et développement d'une économie locale durable ;
- Réaliser des activités WASH pour une amélioration sanitaire et réduction des maladies liées ;
- Apporter un appui en infrastructures et en ressources humaines pour un meilleur accès aux services sociaux de base (école, centre de santé) ;
- Faciliter l'obtention des actes administratifs par un plaidoyer auprès des autorités.

### 3- Conclusion

Les différents types de conflits recensés lors du précédent conflit scan qui sont les conflits autour des points d'eau, les conflits fonciers, les tensions liées aux distributions des vivres par les organisations humanitaires, les conflits interethniques et religieux, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les tensions liées à la délinquance et au vol à mains armées, les tensions liées aux différentes rivalités masculines connaissent une accalmie dans leurs manifestations. De l'analyse comparative avec le précédent conflit scan, on observe une amélioration des dynamiques de cohésion sociale dans la mesure où les conflits entre communautés hôtes et PDI connaissent une stagnation voire une régression et celle-ci est la résultante des actions humanitaires menées par les différentes structures, qu'elles soient étatiques ou non. Cependant, certains conflits persistent, qui relèvent de l'accès aux ressources naturelles telles que les questions foncières, la disponibilité et le ravitaillement en eau potable, la répartition équitable des aides humanitaires. L'accès aux ressources naturelles génère des conflits identitaires d'exclusion et de marginalisation, dont sont victimes les PDI qui se retrouvent dans une situation de vulnérabilité accrue car très dépendants de l'aide humanitaire.

Les réponses humanitaires sont confrontées aux vagues des déplacements, qui prennent de l'ampleur au fil du temps. Les capacités d'accueil et d'intégration des communautés hôtes, déjà faibles et fragiles, ne facilitent pas l'entraide des PDI qui sont toujours en quête de satisfaction des besoins existentiels.

Les populations rencontrées au cours de cette enquête apprécient positivement les activités, mises en œuvre dans le cadre du programme, qui ont permis d'atteindre une certaine accalmie des tensions communautaires : la diffusion des émissions radiophoniques sur la paix, les sensibilisations, les renforcements de capacités, la tenue des théâtres, le renforcement des capacités, les sessions de dialogues, les théâtres participatifs. A partir des constats issus des résultats, les populations ont proposé des recommandations qui prennent en compte entre autre la formation des jeunes (PDI et hôte) sur l'entrepreneuriat pour leur autonomie socio-économique ; l'apport d'un appui humanitaire conséquent aux populations vulnérables (PDI et hôte) de sorte à réduire les ressentiments sur les bases communautaristes ; l'approche genre dans l'exécution des activités afin de permettre à toutes les catégories sociales de bénéficier des avantages; la multiplication des séances de sensibilisation sur les thématiques liées à la cohésion sociale dans l'objectif d'atteindre le changement voulu pour la construction et consolidation de la Paix ; le renforcement de la sécurité dans les localités afin gage de construction et développement, la facilitation de l'obtention des actes administratifs.

## Annexe 1 : Récapitulatif des opportunités et initiatives de renforcement de la cohésion recensées auprès des communautés hôtes et PDI

|                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Opportunités et les initiatives pouvant renforcer la cohésion entre les communautés d'accueil et les communautés réfugiées</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation les jeunes des différentes communautés dans plusieurs domaines d'activités</li> <li>• Création des AGR pour les communautés d'accueil et communauté réfugiés</li> <li>• Equité des aides octroyées aux communautés</li> <li>• Organisation des activités socioculturelles et sportives</li> <li>• Elaboration des sessions de dialogue inter et intra religieux, de dialogue intercommunautaire</li> <li>• Sensibilisation sur l'acceptation d'autrui</li> <li>• Implication des différentes communautés dans les interventions humanitaires</li> <li>• Implication des leaders religieux et coutumier pour la paix</li> <li>• Existence de structure telle que l'ONAPREGECC</li> <li>• Recours au conseil de sage et aux leaders religieux</li> <li>• Présence de responsable du site d'accueil</li> <li>• Existence de la Commission de Conciliation Foncière Villageoise</li> </ul> |
| <b>Opportunités et initiatives pouvant renforcer la cohésion au sein de la communauté de PDI</b>                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un mécanisme de gestion et suivi des AGR</li> <li>• Réponse appropriée aux besoins</li> <li>• Assistance des besoins urgents (abris, vivre cash)</li> <li>• Sensibilisation sur la cohésion sociale</li> <li>• Organisation des causeries éducatives</li> <li>• Création des cadres de dialogue</li> <li>• Sensibilisations sur l'acceptation d'autrui</li> <li>• Implication des différentes communautés dans les interventions humanitaires</li> <li>• Existence de structure telle que l'ONAPREGECC</li> <li>• Recours au conseil de sage et aux leaders religieux</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Opportunités et initiatives pouvant renforcer la cohésion au sein de la communauté hôte?</b>                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et octroi d'aide aux PDI et aux communautés hôtes</li> <li>• Réponse appropriée aux besoins</li> <li>• Sensibilisation sur la cohésion sociale</li> <li>• Construction d'une solidarité intercommunautaire</li> <li>• Négociation franche pour obtenir une portion de terre et respect des clauses contractuelles</li> <li>• Organisation des rencontres avec les différentes couches sociales</li> <li>• Présence de l'ONAPREGECC, d'un conseil de sage, du CVD</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Opportunités et initiatives pouvant renforcer la cohésion entre les PDI et les hôtes?</b>                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et octroi d'aide aux PDI et aux communautés hôtes</li> <li>• Elaboration des sessions de dialogue intercommunautaire</li> <li>• Respect de l'égalité des droits humains</li> <li>• Organisation des activités socioculturelles et sportives</li> <li>• Implication des différentes communautés dans les interventions humanitaires</li> <li>• Négociation franche pour obtenir une portion de terre et respect des clauses contractuelles</li> <li>• Présence du CONASUR et de l'ONAPREGECC</li> <li>• Implication des leaders religieux et coutumier pour la paix</li> <li>• Existence de La Commission de Conciliation foncière villageoise</li> <li>• Implication des CVD</li> <li>• Respect des valeurs culturelles</li> </ul>                                                                                                                                               |